

« Nous allons tuer le Millesium ! »

l'union du 17/10/09

Réunis hier en séance plénière, les conseillers généraux se sont accrochés quand il s'est agi d'accorder 6 millions d'euros pour le futur parc des expos de Châlons.

Explications.

« C'est pas parce qu'on a fait des conneries il y a six ans à Épernay qu'il faut en refaire une à Châlons aujourd'hui. »

En une phrase, Dominique Lévêque (AG) a résumé l'état d'esprit d'une majorité de conseillers généraux réunis hier, en séance plénière.

Une fois encore, le futur parc des expos de Châlons a cristal-

lisé les passions et crispé, c'est peu dire, nombre d'élus desserrant leurs nœuds de cravate. En fait, noir sur blanc, la délibération annonçait que le débat allait coincer et vite devenir exotique, il était effectivement noté : « Nous trouvons particulièrement déplaisante cette insistance (ndlr : de la Ville de Châlons) sans même attendre les résultats de l'étude commanditée

par notre département ». Comme la charrue avant les bœufs... en cette journée de manif agricole. En fait, le 19 juin dernier, les élus départementaux s'accordaient afin qu'une étude sur le positionnement culturel des différentes structures existant sur Châlons, Épernay et Reims, soit réalisée. Le hic : elle ne l'est pas encore.

« Danse du ventre »

Aussi, nombre de conseillers souhaitaient connaître les résultats de cette étude avant de cracher au bassinet et accorder un concours de 6 millions d'euros à la Ville de Châlons pour la restructuration de son parc.

« Cette délibération présente un caractère ahurissant, faire de la politique, ce n'est pas faire la danse du ventre », insistait Philippe Michelot ; Bruno Bourguignon appréciera. Et de poursuivre : « Il faut savoir pourquoi on va le construire, pour quels besoins, sachant que les déficits des structures d'Épernay (Le Millesium) et de Reims (Centre des congrès) sont abyssaux ».

D'un coup, M. Michelot déposait un amendement consistant à surseoir cette décision (dont le vote des 6 millions) tant que les résultats de l'étude ne seraient pas connus. Amendement voté par 24 conseillers (dont 17 du groupe socialiste et apparentés) et rejeté par 14 qui

souhaitaient arroser Châlons de suite (Jean-Louis Devaux, René-Paul Savary, Alphonse Schwein, Pierre Faynot, Bernard Rochta et Agnès Person entre autres).

Une salle de trop

« Groupe des 14 » isolé, les 6 millions d'euros pour le parc, ce n'est pas pour tout de suite.

Les prises de position étaient allées bon train en amont : « Notre assemblée n'a pas à se faire forcer la main », pestaient certains.

Concernant le timing, Jean-Louis Devaux (Châlons), un proche de BBB, tirait la sonnette : « Si on retarde aujourd'hui, on sabote le projet ». Ses sirènes n'ont pas été entendues par l'assemblée. Le vote des 6 millions accordés à Châlons devrait intervenir lors d'une séance plénière en janvier 2010.

Mot de la fin pour Dominique Lévêque : « Y a-t-il la place pour deux salles à 30 km de distance afin d'accueillir plus de 5.000 spectateurs ? Non, car l'une tuera l'autre ! »

David ZANGA